

Unité départementale de Seine-Saint-Denis
7 esplanade Jean Moulin
BP189
93003 Bobigny

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCI SEGRO Logisitcs Park Aulnay

20 rue Brunel
75017 Paris

Code AIOT : 0006516989

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/12/2025 dans l'établissement SCI SEGRO Logisitcs Park Aulnay implanté Boulevard André Citroën 93600 Aulnay-sous-Bois. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été programmée en vue de récoiler l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2025-0832 du 25 février 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCI SEGRO Logisitcs Park Aulnay
- Boulevard André Citroën 93600 Aulnay-sous-Bois
- Code AIOT : 0006516989
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation contrôlée est un entrepôt divisé en 4 cellules de stockage de matières combustibles. Elle est située sur la parcelle Nord-Est de l'ancien site Peugeot-Citroën à Aulnay. L'exploitant ICPE est la SCI SEGRO Logistics Park Aulnay qui loue à un unique locataire (Carrefour) l'ensemble des cellules. La société STEF est un prestataire de services de Carrefour, constitué d'une équipe d'environ 20 personnes, responsable de la maintenance et de la gestion des moyens de lutte et d'organisation contre l'incendie sur le site.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Lutte contre l'incendie	AP de Mise en Demeure du 25/02/2025, article 1	Astreinte	2 mois
5	Mise à jour du POI	AP de Mise en Demeure du 25/02/2025, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Rétentions et confinement	AP du 20 octobre 2014, article 7.5.4	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Conformité du SEA	AP de Mise en Demeure du 25/02/2025, article 1	Sans objet
3	État des stocks	AP de Mise en Demeure du 25/02/2025, article 1	Levée de mise en demeure
4	Exercice incendie	AP de Mise en Demeure du 25/02/2025, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La majorité des non-conformités faisant l'objet de la mise en demeure du 25 février 2025 sont désormais levées. Toutefois, bien que l'exploitant réalise les visites semestrielles et les contrôles hebdomadaires de son système de sprinklage, des non-conformités récurrentes, susceptibles de compromettre le bon fonctionnement de l'installation, persistent.

L'inspection considère, à ce titre, que l'exploitant n'a pas mis en place un plan de maintenance adapté.

Il est donc proposé à Monsieur le Préfet de la Seine-Saint-Denis de prononcer une astreinte administrative afin de favoriser un retour à la conformité dans les meilleurs délais.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/02/2025, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Système d'extinction automatique
Prescription contrôlée : La SCI SEGRO LOGISTICS PARK AULNAY située au boulevard André Citroën, à Aulnay-sous-Bois (93600) est mise en demeure de respecter, dans les délais fixés, à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes : - sous 1 mois : réaliser régulièrement des vérifications et des entretiens du système d'extinction automatique, conformément aux référentiels reconnus, en mettant en place un plan de maintenance adapté, conformément à l'article 13 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.
Constats : L'exploitant indique que l'installation est soumise à des vérifications hebdomadaires, semestrielles et triennales. Il a transmis le rapport de visite semestrielle du 2 avril 2025 établi par le CSEI et le rapport de vérification de Bureau Veritas de l'intervention des 23 et 24/10/2025 (faisant également office de visite semestrielle). Le rapport de visite semestrielle mentionne des points de non-conformité « susceptibles de mettre en échec l'installation ». Quant au rapport de Bureau Veritas, il mentionne plusieurs non-conformités, notamment l'absence d'accueil lors de la visite, la non présentation des rapports de maintenance, l'absence du DOE pour établir la conformité de l'installation avec le référentiel NFPA, les pompes qui se déclenchent tardivement, des vannes de postes scellées avec des cadenas rouillés impossibles à ouvrir, etc... L'organisme précise également de réaliser des tests hebdomadaires des postes de 30 minutes (Les tests actuels durent habituellement 20 à 30 minutes). Les relevés hebdomadaires et les rapports cités précédemment transmis par l'exploitant montrent que le système d'extinction automatique est vérifié régulièrement. Néanmoins, de nombreux manquements et non-conformités sont mis en évidence, qualifiés de susceptibles de mettre en échec l'installation, et qui n'ont pas été prises en compte par l'exploitant depuis plus de six mois , à savoir : <ul style="list-style-type: none">• la présence d'un rejet des eaux de refroidissement directement vers la cuve, dont la pompe associée se déclenche tardivement ou ne fonctionne pas ;• des vannes de postes scellées mais inopérantes du fait de cadenas rouillés empêchant leur ouverture ;• l'absence de transmission à l'organisme de contrôle des besoins hydrauliques des nouveaux postes installés ;• l'absence de communication à l'organisme de contrôle de l'emplacement des nouveaux systèmes anti-gel ;• certains systèmes anti-gel non scellés, associés à l'absence de communication des dates de prélèvement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Bien que des contrôles réguliers du système d'extinction automatique soient effectivement réalisés, l'exploitant n'a pas levé plusieurs non-conformités identifiées comme étant susceptibles de compromettre le bon fonctionnement de l'installation.

En conséquence, l'inspection propose à Monsieur le Préfet de la Seine-Saint-Denis de prendre des sanctions administratives de type astreinte journalière pour non-respect de l'arrêté de mise en demeure.

Cette proposition est fondée sur le caractère répétitif de plusieurs observations relatives au système de sprinklage, également qualifiées de susceptibles de mettre en échec l'installation, et qui n'ont pas été prises en compte par l'exploitant depuis plus de six mois.

Toutefois, considérant que l'exploitant a pris en considération les remarques formulées par l'inspection des installations classées à la suite du constat de non-conformités récurrentes, il apparaît opportun de lui accorder un délai supplémentaire limité avant la mise en œuvre effective de l'astreinte.

À ce titre, l'inspection propose l'octroi d'un sursis de deux mois à l'exécution de l'astreinte.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Conformité du SEA

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/02/2025, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Certificat de conformité N1

Prescription contrôlée :

La SCI SEGRO LOGISTICS PARK AULNAY située au boulevard André Citroën, à Aulnay-sous-Bois (93600) est mise en demeure de respecter, dans les délais fixés, à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes :

- sous 1 mois : transmettre à l'inspection des installations classées le certificat de conformité N1, conformément à l'article 13 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection l'attestation de conformité du 5 mars 2018 du système d'extinction automatique, selon le référentiel NFPA 13. Cela indique que l'installation est conçue selon le référentiel NFPA (National Fire Protection Association).

D'après le guide "Entrepôt", version du mois de juin 2024, le référentiel NFPA est considéré comme reconnu.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : État des stocks

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/02/2025, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : <p>La SCI SEGRO LOGISTICS PARK AULNAY située au boulevard André Citroën, à Aulnay-sous-Bois (93600) est mise en demeure de respecter, dans les délais fixés, à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- sous 3 mois : réaliser, conformément à l'article 1.4 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, un état des stocks, disponible également sous forme de schéma, en vue de :- servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage,- répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.
Constats : <p><u>Constats issus de l'inspection précédente :</u></p> <p>Lors de l'inspection du 13 décembre 2024, il a été constaté que la non-conformité demeurerait récurrente. En effet, l'état des matières stockées n'était toujours pas accompagné d'un plan général des zones d'activité ou de stockage.</p> <p>Par ailleurs, l'état des stocks présenté n'avait pas évolué. Les emplacements de stockage étaient identifiés par un code d'emplacement, tandis que les types de produits étaient désignés par des appellations génériques, correspondant à des familles commerciales.</p> <p>Ainsi, seul un personnel averti était en mesure d'interpréter cet état des stocks, lequel ne pouvait être exploité ni par les services de secours, ni par l'inspection des installations classées.</p> <p><u>Constats de la présente inspection :</u></p> <p>L'exploitant indique qu'un état des stocks est mis à jour de manière hebdomadaire.</p> <p>Dans un premier temps, il a présenté un tableau listant l'ensemble des articles présents sur le site (des milliers), accompagné de leur désignation. Les rubriques ICPE y étaient mentionnées pour les produits relevant de rubriques autres que la 1510.</p> <p>Toutefois, l'inspection a précisé à l'exploitant que ce document n'était pas exploitable. En effet, du fait de son niveau de détail excessif, cet état des stocks ne permet pas d'obtenir une vision synthétique des quantités de produits présentes, ventilées par rubrique ICPE, ni de connaître leur localisation sur le site.</p> <p>À l'issue de la visite d'inspection, après plusieurs manipulations, l'exploitant a finalement présenté un état des stocks par cellule, indiquant les quantités totales présentes en fonction des rubriques ICPE associées (rubriques 4000). Néanmoins, les produits présents en quantités majoritaires sur le site, relevant notamment de la rubrique 1510, ne figuraient pas dans ce document.</p> <p>Début janvier 2026, l'exploitant a transmis un état des stocks par cellule intégrant également les produits classés sous la rubrique 1510.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Ce point, ayant fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure, est désormais levé.</p>
Type de suites proposées : Levée de mise en demeure

N° 4 : Exercice incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/02/2025, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Exercice incendie
Prescription contrôlée : La SCI SEGRO LOGISTICS PARK AULNAY située au boulevard André Citroën, à Aulnay-sous-Bois (93600) est mise en demeure de respecter, dans les délais fixés, à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes : - sous 4 mois : - effectuer un exercice de défense contre l'incendie qui doit être renouvelé tous les trois ans, conformément à l'article 13 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.
Constats : <u>Constats issus de l'inspection précédente du 13 décembre 2024 :</u> L'exploitant n'a pas réalisé d'exercice de défense contre l'incendie ces trois dernières années. Cette non-conformité est récurrente. <u>Constats de la présente inspection :</u> Un exercice de défense contre l'incendie a été réalisé le 15 octobre 2025 et son compte-rendu a été transmis à l'inspection des installations classées. Cet exercice portait sur la simulation d'un incendie au niveau de la cellule de stockage des fruits et légumes. Le compte-rendu, particulièrement complet, a permis d'identifier de manière précise les axes d'amélioration. Il met notamment en évidence la réactivité du personnel en matière d'intervention et d'évacuation, avec les délais suivants : <ul style="list-style-type: none">• délai entre le départ de feu et sa découverte : 2 minutes ;• délai entre la découverte du feu et la tentative d'extinction : 4 minutes ;• délai entre la découverte du feu et le déclenchement de l'alarme : 2 minutes ;• délai entre la découverte du feu et la disponibilité du bilan d'évacuation : 11 minutes. Toutefois, l'exercice a également mis en évidence certaines limites : <ul style="list-style-type: none">• les moyens d'extinction n'ont pas été réellement testés ;• certaines actions attendues n'ont pas été réalisées, notamment la fermeture de la porte coupe-feu à fermeture manuelle située entre la zone fruits et légumes et la zone de congélation (les portes coupe-feu à fermeture automatique étant positionnées entre les cellules) ;• aucun guide-file ni serre-file n'a été identifié dans la cellule lors de l'évacuation. Par ailleurs, l'exercice a permis de constater que deux vannes de confinement sur trois étaient hors service. Ce point a fait l'objet d'une fiche de constat spécifique à la fin de ce rapport. Un exercice d'évacuation avec les services d'incendie et de secours a également été réalisé le 10 juin 2025. Cet exercice a permis aux pompiers de tester la mise en œuvre de leurs moyens d'intervention. Un compte-rendu détaillé a également été établi et transmis.

<p>Enfin, l'exploitant prévoit :</p> <ul style="list-style-type: none"> la réalisation d'un exercice de défense contre l'incendie au minimum une fois tous les trois ans ; la réalisation d'un exercice POI au moins une fois tous les deux ans.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Conformément au point 13 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, un exercice de défense contre l'incendie a été réalisé. L'exploitant répond donc à la prescription. Ce point, ayant fait l'objet d'une mise en demeure, est désormais respecté.</p> <p>L'inspection recommande à l'exploitant de tester réellement les moyens de première et seconde intervention (extincteurs et RIA) lors des prochains exercices et de se concentrer sur les axes d'amélioration identifiés.</p>
<p>Type de suites proposées : Levée de mise en demeure</p>

N° 5 : Mise à jour du POI

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/02/2025, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour du POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La SCI SEGRO LOGISTICS PARK AULNAY située au boulevard André Citroën, à Aulnay-sous-Bois (93600) est mise en demeure de respecter, dans les délais fixés, à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sous 4 mois : - transmettre conformément à l'article 7.6.8 de l'arrêté interpréfectoral d'autorisation du 20 octobre 2024, la mise à jour du plan d'opération interne (POI) qui doit faire apparaître la description des flux thermiques et des modélisations associées, la grille d'analyse des risques, les conclusions de l'étude de danger, la synthèse des mesures compensatoires mises en œuvre, les noms par zone des équipiers de première intervention et les noms des nouveaux arrivants.
<p>Constats :</p> <p><u>Suites de l'inspection précédente du 13 décembre 2024 :</u></p> <p>Le site dispose d'un POI daté du 16 mai 2023. Cependant, ce document reprend une trame générale rédigée par la société STEF. De nombreux éléments demeurent généraux et certains chapitres ne sont pas adaptés à la situation spécifique du site.</p> <p><u>Constats de la présente inspection :</u></p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection la dernière version du POI, mise à jour au 1er septembre 2025, complétant les éléments précédemment laissés vierges.</p> <p>L'inspection a relevé quelques éléments de forme à corriger :</p> <ul style="list-style-type: none"> Coordonnées de la DRIEAT à mettre à jour : <ul style="list-style-type: none"> Adresse du siège de la DRIEAT : 21-23 rue Miollis, 75015 PARIS Service Risques Installations Classées Seine-Saint-Denis (UD 93) : 7, esplanade Jean

Moulin, 93003 BOBIGNY Cedex

Pour la DRIEAT, en cas d'incident/accident, prévenir systématiquement le Service Risques Installations Classées du 93 par courriel ou par téléphone.

En dehors des heures ouvrées :

- si l'événement est terminé ou totalement maîtrisé, envoyer un mail au SRIC ;
- si l'événement accidentel est en cours et relève des situations d'urgence de votre POI, contacter l'astreinte direction de la DRIEAT par téléphone.

L'usage du numéro d'astreinte doit être limité aux situations d'urgence.

- Mention des responsables techniques à mettre à jour
- Plans :
 - Les plans ont été ajoutés mais restent peu lisibles
 - Certains plans comportent un lien d'accès via le réseau interne

L'exploitant a également mis à jour son Plan de Défense contre l'Incendie (PDI), dernière version du 5 septembre 2025.

L'exploitant a choisi de conserver les deux documents, POI et PDI, le PDI étant un document plus accessible et suffisant pour la gestion d'incidents ne nécessitant pas le déclenchement du POI.

Cependant, après examen, l'inspection constate que ni le PDI, ni le POI ne comportent les dispositions nécessaires pour réaliser les premiers prélèvements environnementaux, prévues au point 23 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, applicable aux installations ICPE relevant de la rubrique 1510.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu du fait que le POI est désormais complété et adapté au site, l'article 7.6.8 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2014 est considéré comme respecté. Ce point, ayant fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure, est donc désormais respecté.

Quelques éléments de forme restent néanmoins à corriger.

Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant, dans un délai de trois mois, de présenter à l'inspection les moyens mis en place pour la réalisation des premiers prélèvements environnementaux, et de les intégrer à ses plans d'urgence.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Rétentions et confinement

Référence réglementaire : AP du 20 octobre 2014, article 7.5.4, point V
Thème(s) : Risques accidentels, moyen d'obturation
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. [...] En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. [...]
Constats : Le dernier exercice PDI a mis en évidence le fait que deux vannes de confinement sur trois étaient inopérantes. Lors d'un incendie sur le site, en raison de la défaillance de ces deux vannes, les eaux d'extinction seraient susceptibles d'engendrer une pollution à l'extérieur du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de remédier à cette non-conformité dans les meilleurs délais, en réparant les vannes de confinement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois